

Skopje a obtenu le meilleur accord possible



Balkans La majorité des Macédoniens se réjouit de la résolution du "conflit du nom" de leur pays, qui ouvre la voie vers l'intégration euro-atlantique. Côté grec, 70 % des citoyens s'opposent à l'accord, mais Alexis Tsipras veut "refermer les plaies du passé".

Reportage

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin
Correspondants dans les Balkans

Ils étaient 2 000 à 3 000 à avoir laissé éclater leur colère devant le Sobranic, le Parlement macédonien, dénonçant l'accord signé le jour même entre Athènes et Skopje. C'était le dimanche 17 juin. "Traîtres !", "Pendez-les !", scandait la foule, avant que des hommes masqués ne lancent des pierres et des fumigènes en direction des forces de l'ordre, qui ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes et de bombes assourdissantes. Ces échauffourées ont fait dix blessés parmi les manifestants et sept parmi les policiers. Mais la mobilisation reste pour le moment circonscrite aux franges les plus radicales des nationalistes macédoniens.

De fait, c'est avec soulagement que la majorité des citoyens du petit Etat ont accueilli le règlement d'un conflit vieux de 27 ans, qui bloquait depuis l'indépendance de 1991 le

chemin de la Macédoine vers l'intégration euro-atlantique. "Depuis que je suis petite, je n'entends parler que du 'conflit du nom', de la défense de l'identité macédonienne... L'essentiel, c'est que nous sortions du statu quo et que nous puissions enfin intégrer l'Union européenne", explique Slavica, une enseignante de Skopje âgée d'une quarantaine d'années.

Les intenses négociations menées depuis plusieurs mois par le Premier ministre macédonien, Zoran Zaev, avec son homologue grec Alexis Tsipras, ont certainement débouché sur le meilleur accord que Skopje pouvait espérer. L'adoption du nouveau nom de "République de Macédoine du Nord" va nécessiter une modification de la Constitution mais la langue parlée dans le pays va continuer d'être appelée "macédonien", alors que la Grèce réclamait un temps le terme de "slave macédonien". Le gentilé sera "Macédonien/citoyen de la République de Macédoine du Nord" et les codes internationaux du pays resteront MK et MKD, seules les plaques d'immatriculation arboreront un NMK. De quoi répondre à la plupart des craintes identitaires des Macédoniens.

Convaincre en vue du référendum

L'opposition nationaliste du VMRO-DPMNE, chassée du pouvoir après les législatives de décembre 2016, au terme d'une décennie de règne autoritaire, n'en déplore pas moins un accord qu'elle qualifie de "capitulation face à l'ultimatum des Grecs", mais elle peine à mobiliser ses partisans.

Zoran Zaev, le Premier ministre social-dé-

mocrate, ne peut cependant compter que sur une majorité étriquée au Parlement, et il doit composer avec ses alliés albanais. Les députés de cette minorité, qui représente près du quart des deux millions d'habitants de la Macédoine, ont approuvé l'accord lors du vote parlementaire de mercredi, boycotté par l'opposition. Mais il reste encore beaucoup à faire pour mobiliser les électeurs albanais, dont la voix pourrait se révéler décisive lors du référendum prévu en septembre, afin de valider le changement constitutionnel provoqué par la modification du nom du pays.

"Durant des années, les Slaves macédoniens ont multiplié les provocations à l'égard des Grecs en construisant des statues ou des monuments néoantiques. Ils cherchaient à se prétendre les héritiers d'Alexandre le Grand pour masquer le fait que les Slaves ne sont arrivés dans la région qu'au VII^e siècle", raille Blerim, un commerçant de Tetovo, la seconde ville du pays, majoritairement peuplée d'Albanais. "Et à l'époque, nous, les Albanais, nous étions déjà là. Nous sommes un peuple autochtone des Balkans, et la querelle entre les Slaves et les Grecs ne nous concerne pas."

Zoran Zaev dispose toutefois d'un argument précieux pour obtenir le ralliement des

Albanais: ceux-ci sont très favorables à l'intégration du pays à l'Union européenne et, plus encore peut-être, à l'Otan, perçue comme une garantie suprême de stabilité. Or, ces intégrations dépendent de la validation du nouveau nom du pays. De plus, rien dans ce dernier ne peut choquer les Albanais, qui n'auraient pas accepté une référence à l'identité slave du pays.

Pas de félicitations serbes

La référence géographique à la "Macédoine du Nord", malgré sa neutralité, parviendra-t-elle à rallier tous les suffrages et à dissiper toutes les craintes, dans ces Balkans où les identités de chacun ont si souvent été balayées aux grands vents de l'histoire ? Le ministre des Affaires étrangères serbe, le très russophile Ivica Dacic, a pour l'heure refusé de féliciter la Macédoine pour cet accord. Pour certains observateurs, la résolution du conflit entre la Grèce et la Macédoine pourrait mettre la pression sur la Serbie pour trouver une issue au conflit qui l'oppose au Kosovo, dont l'indépendance déclarée en 2008 n'est toujours pas reconnue par Belgrade.

Aux Grecs furieux de l'accord, Tsipras demande de refermer "les plaies du passé"

Reportage Angélique Kourounis
Envoyée spéciale au lac de Prespes (Grèce)

Regardez, ils attaquent nos jeunes, ce n'est pas possible, ils lancent des lacrymo dans notre village!" Anthoula, la quarantaine dynamique, suffoque, enveloppée dans un drapeau grec frappé de l'étoile de Vergina, symbole de la dynastie de Philippe II de Macédoine et, depuis les années 80, de la Macédoine grecque. Elle s'est réfugiée, avec d'autres, dans le premier café ouvert. Elle n'a jamais bougé de son village, autant dire qu'elle n'a jamais vu de forces antiémeutes, si ce n'est à la télévision. Et encore moins dans la rue principale de son village, Pisoderi, où, le 18 juin, la police a bloqué les manifestants opposés à la signature de l'accord entre Athènes et Skopje sur le nom du petit Etat balkanique voisin, la République de Macédoine du Nord.

Les manifestants étaient 1 500, à tout casser. Ce sont essentiellement des jeunes du pays et quelques militants d'extrême droite qui ont fait le voyage depuis Thessalonique, la capitale régionale. "Ils sont venus nous provoquer, ici, dans notre Macédoine. C'est la dictature", rugit un barbu, tout de noir vêtu, qui filme toute la scène avec son portable. Les forces antiémeutes jouent l'attente. Leur mission est juste d'empêcher tout ce beau monde d'aller perturber la cérémonie qui se déroule à vingt-cinq kilomètres de là, au lac de Prespes, bordé par la Grèce, l'Albanie et la République de Macédoine du Nord selon l'appellation désormais officielle.

Là, le décor est tout autre. Mesures de sécurité maximales, tentes blanches dressées, sièges en plastique en rang d'oignons, femmes endimanchées, hommes en costumes serrés. Tout le monde sourit et tout le monde applaudit chaleureusement l'arrivée des vedettes du jour, parmi lesquelles les Premiers ministres grec et nord-macédonien, Alexis Tsipras et Zoran Zaev. A Psarades, le petit village grec de 70 habitants qui jouxte le lac, l'église sonne le glas en signe de deuil et de protestation. Les délégations préfèrent l'ignorer. L'heure est grave et l'émotion est au rendez-vous.

"Nous donnons l'exemple"

C'est dans cette région que se sont déroulés, il y a 70 ans, les chapitres les plus noirs de la guerre civile grecque de 1946-1949. Les populations slavophones ont été chassées du pays – d'où les références, dans le discours d'Alexis Tsipras, aux "vainqueurs et vaincus, pourchassés et poursuivés, les héros tragiques de l'histoire".

Le Premier ministre adresse un message aux 70% de Grecs qui, selon un dernier sondage, sont opposés à cet accord sur le nom "Macédoine du Nord". "Nous accomplissons un devoir patriotique, pour refermer les plaies du passé [...] dans lequel il n'y aura que des vainqueurs. Nous don-

nons l'exemple pour construire l'avenir contre la haine, dans les Balkans et le monde entier."

"Cet accord est d'une importance stratégique et peut déplacer des montagnes", a de son côté renchéri Zoran Zaev, extrêmement ému, "Nous mettons fin à un problème qui rongait la région depuis des années. On doit tirer des leçons de l'histoire", a-t-il conclu avant d'offrir, une fois l'accord signé, sa cravate à Alexis Tsipras – une de plus pour la collection du Premier ministre grec qui n'en porte pas.

Les deux hommes sont partis sur le même bateau côté nord-macédonien, répéter la cérémonie de signature, traversée qui a fait d'Alexis Tsipras le premier Premier ministre grec à franchir cette frontière.

L'accord doit être ratifié

L'accord de 20 pages qui comprend 35 chapitres devrait être confirmé par référendum en Macédoine du Nord puis ratifié par les deux Parlements au plus tard dans six mois. S'il est acté, il ouvre la porte de l'Union européenne et de l'Otan à Skopje alors qu'Athènes, elle, pose ses galons de puissance régionale. Pour autant que les nationalistes des deux côtés de la frontière ne fassent pas ca-

poter le projet. Pour la petite histoire, le député néonazi grec d'Aube Dorée, Konstantinos Barbaroussis, qui avait appelé au Parlement grec "au coup d'Etat", a été arrêté pour "haute trahison". Il a été radié du parti qui, avec seize députés, reste toujours troisième force politique du pays en intentions de vote.

*"Nous donnons
l'exemple pour
construire l'avenir
contre la haine,
dans les Balkans et
le monde entier."*

Alexis Tsipras

Lors de la signature de l'accord,
le 18 juin dernier.